

DÉSÉQUILIBRES ALIMENTAIRES, DÉSÉQUILIBRES DÉMOGRAPHIQUES : DES INTERROGATIONS AUX FRANGES DE NOS DISCIPLINES

par B. SCHLEMMER

C'est une banalité : la richesse d'un colloque se mesure, entre autre, à la richesse des échanges qui se nouent entre les participants... mais il est particulièrement difficile d'en produire témoignage ! Il va de soi qu'un compte-rendu des débats qui se déroulent entre chercheurs — et entre chercheurs travaillant pour la plupart « aux franges des disciplines », comme nous l'avions nous-mêmes souhaité — ne saurait se prétendre la représentation — même succincte — des discussions effectivement tenues : il ne peut s'agir que d'une « lecture » de celles-ci. Ainsi, les propos que je vais ici attribuer à tel ou tel ne sont-ils pas transcrits — comme à partir d'un enregistrement au magnétophone, mécaniquement —, mais sont-ils rapportés à travers le filtre de cette lecture particulière : celle que j'en est faite. Leurs exposés n'engagent donc bien évidemment que moi et il ne faut s'en prendre qu'à l'auteur de ces lignes — et non aux intervenants cités — si les propositions que je prête à ceux-ci ne sont qu'un reflet déformé de celles qu'ils ont réellement avancées.

Bien que le colloque se soit organisé autour des quatre sous-thèmes qu'avait repérés le comité d'organisation (« Transition démographique et reproduction sociale », « Tensions et ruptures », « Interrogations théoriques » et « Politiques publiques et pratiques sociales »), en fait, trois thèmes principaux sont plus souvent abordés, au cours des séances de travail :

1.— Un échange plutôt méthodologique, sur la pertinence des outils mis en oeuvre : concepts, méthodes de mesure, nature des données,

choix des unités d'analyse... Il est à noter que ce débat n'a pas donné lieu à clivage (il aurait pu opposer chercheurs démographes et chercheurs d'autres disciplines, pouvait-on penser), mais à échanges mutuels d'expériences et de mises en garde.

2.— Un débat — déjà ancien, mais non tranché — sur la place (explicative ou non) des phénomènes démographiques (causes, ou conséquences) dans l'analyse des transformations économiques et sociales. Ce débat tourne principalement autour de deux thèses, celle d'Ester Boserup (l'accroissement démographique est une chance en ceci qu'il implique une intensification de la production) et celle de Claude Meillassoux (l'équilibre population/ ressource ne saurait être rompu par un accroissement de la population : c'est au contraire cet accroissement de la population qui doit être expliqué, et recherché du côté de l'accès aux revenus monétaires et de l'importation de produits vivriers).

3.— Une discussion, enfin, sur les conséquences de l'intégration des économies nationales dans le jeu économique mondial, et sur le rôle direct joué par les politiques définies et mises en oeuvre par les grandes instances internationales (FMI, Banque mondiale...). Si un large consensus semble s'être fait sur le diagnostic, on peut cependant noter deux approches un peu différentes du même phénomène : l'une, autour de Claude Meillassoux, Gavin Williams ou Martin Verlet, se montre radicale et désigne ces politiques comme facteurs principaux des évolutions en cours dans les pays dont les économies sont très largement dépendantes de celles des pays industriels ; l'autre, illustrée notamment par Georg Elwert ou Jean-Luc Maurer, se veut plus nuancée et souligne la part de responsabilité des classes dominantes qui sont au pouvoir dans les pays dominés.

L'un des moments forts de ce colloque échappe pourtant à ce triple éclairage : il s'agit des trois communications sur les répercussions démographiques et alimentaires des situations de guérilla, et qui révèlent l'importance attachée par les militaires au rapport population/nourriture. Il s'agit là d'un apport particulièrement intéressant pour la problématique abordée, mais — pour la plupart des auditeurs — trop nouveau pour qu'ils aient pu l'intégrer immédiatement dans leurs échanges. Nous invitons le lecteur à se reporter d'eux-mêmes aux communications, convaincus que les débats à venir tiendront compte désormais de ces importantes analyses.

1. Problème de la pertinence des outils utilisés

S'agissant de l'étude des inter-actions liant les données démographiques d'une part (densité de population, taux d'accroissement, indices de fécondité/mortalité etc) et, d'autre part, les données non démographi-

ques, soit mesurables (statistiques ou non : productions vivrières, productivité du travail, auto-consommation etc), soit qualitatives (division du travail hommes/femmes, stratégies de fécondité, représentations collectives etc), on ne s'étonnera guère que l'une des questions le plus souvent posées soit celle de la pertinence des outils utilisés : comme le déclare d'entrée de jeu Claude Meillassoux, dans son introduction aux débats, les observations de telles données passent par le *dénombrement* ; or, il se révèle techniquement difficile à effectuer, et la pente naturelle conduit à faire confiance aux chiffres fournis par les spécialistes, praticiens et techniciens divers. Mais ceux-ci effectuent leur comptage en fonction de leur propre problématique, avec des concepts et des méthodes élaborés pour leur propre objet ; il convient également de considérer les gauchissements nombreux dûs aux implications politiques que soulèvent tels ou tels résultats. Il s'agit là d'une évidence bien connue — pour les recensements, par exemple, lorsque les intéressés soupçonnent ceux-ci de servir à l'établissement de l'impôt — ; mais il existe des biais plus cachés : les démographes connaissent bien, par exemple, les problèmes d'omissions (volontaires ou non) dans les questions rétrospectives sur les naissances et les décès, et savent que les naissances suivies de décès seront fréquemment omises ¹. En outre, quand on parle d'un mouvement de population, on parle de cette population prise dans sa globalité ; or, il existe de grandes différences, à l'intérieur de ces mouvements, selon qu'ils affectent principalement les individus productifs — ou les individus improductifs — de cette même « population » ; ou lorsqu'il s'agit de la population masculine ou de la population féminine, comme le précise Georg Elwert en s'insurgeant contre l'emploi, en Afrique rurale, du concept de « ménage » — à son avis totalement inadéquat parce qu'on peut le définir de multiples façons, sans parvenir pour autant à définir une unité pertinente. Il rappelle alors la nécessité d'analyser en premier lieu le rapport que ces « populations » entretiennent entre elles, appuyé en cela par Victor Piché qui souligne le caractère conscient des stratégies démographiques mises en oeuvre par les femmes.

Précisons que c'est la démographie qui — injustement, sans doute — est le plus souvent mise en question, à propos de ce problème de la pertinence des outils. Mais comme le fait remarquer Francis Gendreau,

1. Selon Georg Elwert, les enfants fragiles, au Bénin, ne sont pas déclarés : on fait comme s'ils n'existaient pas, on se prépare à leur décès. Si, vers 5 ou 6 ans, il apparaît qu'ils vont survivre, leur « naissance », à ce moment-là seulement, sera déclarée officiellement.

ceux utilisés pour décrire les mouvements de production — ou de productivité ! — agricole ne sont guère plus fiables, et plusieurs interventions l'ont montré à suffisance.

C'est d'ailleurs sur un plan conceptuel très général que Amrita Rangasami, par exemple, expose l'insuffisance de la notion de « famine », concept passe-partout décrivant des situations très diverses, et vécues par les intéressés de façon parfois bien différente de ce que laisserait croire ce descriptif sans nuance. Ainsi, Monique Chastanet a pu constater sur son terrain que ce fléau n'a pas découragé les croyants d'investir dans la construction d'une mosquée...

2. *Malthus mis à mal*

On connaît la thèse d'Ester Boserup qui, prenant à contre-pied la théorie malthusienne selon laquelle l'accroissement de la population entraîne malnutrition, famine et mortalité, soutient au contraire qu'à un accroissement de population correspond une intensification de la productivité agricole. Ce n'est pourtant pas selon une lecture malthusienne que cette thèse sera parfois critiquée, mais selon d'autres interprétations — également critiques à l'égard de toute liaison mécanique faisant de l'accroissement de population la cause de déséquilibres alimentaires — des faits observés dans les pays ayant connu *récemment* ² une forte croissance démographique.

Ainsi Marc Pilon montre-t-il qu'au Togo, l'accroissement du taux de fécondité constaté dès le début de la période coloniale n'a nullement entraîné un accroissement du taux de mortalité, au contraire. Mais ces variables démographiques lui paraissent chacune être autant effet que cause, et répondre à des logiques et des déterminations propres. L'accroissement du taux de mortalité lui semble lié à la politique sanitaire mise en place par l'administration coloniale ; et si le taux de fécondité n'a pas baissé dans la même proportion, c'est par suite de stratégies « natalistes » conscientes : besoin en main d'oeuvre familiale, stratégies collectives masculines et maintien d'une image restée inchangée du groupe familial. Mais si l'accroissement de population qui en est résulté a bien entraîné une augmentation de la production vivrière, *c'est par suite d'une augmentation des surfaces cultivées, et non par suite d'un accroissement de la productivité agricole* (rappelons que les politiques

2. *Récemment*, car, — comme ce fut justement rappelé lors des débats — les pays européens ont connu dans le passé des phases de forte croissance démographique (même si celle-ci n'a que rarement dépassé 1,5 % alors que beaucoup de pays du Tiers-Monde ont connu ou connaissent des taux de l'ordre de 3 %).

mises en place par les autorités, coloniales ou nationales, n'ont jamais fait de l'agriculture vivrière une priorité, favorisant au contraire les cultures d'exportation).

Ester Boserup souligne à ce propos que sa thèse doit être présentée avec beaucoup plus de nuance que cela n'est fait habituellement : elle n'a jamais affirmé que *tout* accroissement de la population entraînait *toujours* un accroissement de la productivité agricole ! Elle a seulement souligné que cette relation pouvait exister (ce qui, à l'époque où elle publia cette thèse, était loin d'être admis), et que cette relation, s'effectuait bien *dans ce sens* (même s'il est vrai qu'en sciences humaines, il n'y a jamais de relation univoque et qu'il convient donc de rechercher les relations qui existent entre les phénomènes observés, plutôt que de vouloir déterminer ce qui est cause et ce qui est effet). En outre, par « intensification » de la productivité agricole, elle n'entend pas seulement, comme le font les agronomes, l'usage d'engrais et de technologies agricoles perfectionnées, mais tout aussi bien toute réaction qui consiste à améliorer comme on peut, fut-ce simplement en y affectant de la main d'oeuvre supplémentaire, la productivité du territoire que l'on habite, au lieu de chercher une solution dans l'extension de ce territoire ou dans la migration. Aussi peut-on très bien, à son avis, analyser en termes d'intensification la mise en culture de terrains jusque là délaissés par les communautés villageoises.

Encore aurait-il fallu, dans le Nord-Togo, que ces mises en cultures se soient accompagnées d'un changement du système de production au lieu de s'effectuer au détriment des jachères, répond Marc Pilon. Et encore faut-il se demander quelles sont les implications de cette surcharge de travail, généralement consentie par les femmes : ce peut être au détriment de l'alimentation familiale, par exemple, pour laquelle moins de temps sera consacré, par une préparation plus rapide, mais qui entraînera une réelle malnutrition (la nourriture étant aussi abondante, mais mal préparée); ou par la détérioration de l'eau, cause de paludisme, les femmes préférant collecter, grâce à un toit de tôle, une eau qui va rester stagnante, plutôt que de continuer à consacrer tant de temps à la chercher au puits ou à la rivière.

La relation posée par Ester Boserup ne se vérifie-t-elle pas seulement dans certaines situations-limites, lorsqu'il ne se trouve pas d'alternative, demande Georg Elwert ? Il souligne combien la réponse à une telle question est délicate, étant donné la différence des rythmes avec lesquels se modifient les variables démographiques et alimentaires : elles ne se situent pas dans la même durée ; alors que la modification d'un régime démographique met une cinquantaine d'années à se réaliser dans tous ses effets, il faut compter moins de dix ans pour transformer la structure de la production vivrière et l'alimentation qui lui est liée.

Claude Meillassoux souligne alors qu'il convient surtout de bien distinguer, dans la « productivité agricole », entre la *productivité du travail* (combien, en moyenne, chaque individu produit par rapport à ce qu'il consomme, combien d'individus, en moyenne, un producteur est capable de nourrir outre lui-même) et le rendement ; ainsi, il peut parfaitement y avoir une augmentation de ce qu'Ester Boserup nomme la « productivité agricole » — comprise en terme de « rendements » — et une chute de la productivité du travail (ou inversement). Et c'est bien pourquoi, à son avis, la démographie ne commande pas à l'histoire : l'explosion démographique ne peut tout simplement pas se produire à moins que ne survienne au moins dans le même temps (si ce n'est *en préalable*) une explosion de la productivité.

Du même coup, on comprend mieux l'état de stagnation démographique qui, semble-t-il, précédait la colonisation ; c'est du moins ce que rapportent aussi bien Michel Panoff, pour le Pacifique Sud, que Monique Chastanet, pour l'Afrique sahélienne, ou Michel François, pour le Gabon. Il est vrai que Jean-Luc Maurer présente un cas inverse, à Java, où la population aurait été démultipliée en deux siècles, sans qu'il y ait pour autant croissance ni de la productivité, ni des rendements.

Toujours est-il, poursuit Claude Meillassoux (en se référant au trinôme « population-autosubsistance-marché », proposé par Claude Robineau), que si les pays peu industrialisés semblent incapables d'augmenter leur production vivrière, ce n'est pas faute d'un fort accroissement de la main d'œuvre — elle ne peut survenir qu'*a posteriori* —, mais faute d'un investissement technologique susceptible d'accomplir cette explosion de la productivité. Or, cet investissement suppose l'achat d'intrants, auprès de ceux qui le fabriquent ; il implique par conséquent de se placer d'abord, avec ses produits vivriers, sur le marché mondial, afin d'en réaliser la valeur : il implique donc de se mettre en concurrence avec des pays où la productivité du travail agricole est d'ores et déjà très élevée. Il n'y a pas, dès lors, à s'étonner si ceux qui l'ont tenté se sont rapidement — et fatalement — trouvés en banqueroute !

3. Economies dominées et instances supra-nationales

Le ton du débat est donné par Gavin Williams, montrant comment la Banque Mondiale établit son diagnostic dans une méconnaissance totale des données concrètes en termes de faits démographiques et de ressources alimentaires correspondant ou non à la population réelle : c'est dans une certaine structure économique, dans un certain type de marché du travail seulement que les problèmes se posent de façon dramatique : lorsque la force de travail affectée aux cultures d'exportation ne parvient plus à se reproduire ou se trouve plus avantageusement

remplacée par de nouvelles ponctions sur la population paysanne encore adonnée aux cultures vivrières. Le problème, ainsi, n'est pas tant dans l'équilibre potentiel population/ressources alimentaires que dans celui de la *distribution des revenus* qui donnent, inégalement, accès à ces ressources.

Dans le même ordre d'idée, Claude Meillassoux souligne, à propos de la communication de Kossivi Ayassou, à quel point le retour de la paysannerie vers les cultures vivrières, lié à la chute des cours des cultures commerciales et qui va entraîner, comme le note Patrick Gubry, un accroissement des ressources alimentaires du Cameroun, n'est finalement qu'un pis-aller : c'était l'objectif même que poursuivait le F.M.I. que de rendre la vie urbaine trop difficile à vivre aux immigrés, et de les contraindre ainsi à se replier sur le secteur des cultures vivrières dans lequel, en effet, ils peuvent survivre, mais non se développer ! Ce retour sur le secteur vivrier de populations qu'on avait appelées à travailler dans le secteur d'exportation — présenté comme un succès du F.M.I. — indique simplement que certains pays africains sont désormais voués à être laissés pour compte, à passer par la rubrique « profits et pertes » du capitalisme international : celui-ci, aujourd'hui, n'a plus besoin de main d'œuvre sous-qualifiée.

Georg Elwert, plutôt que le résultat d'une politique consciente et planifiée, estime qu'on peut ne voir là que le simple discours du libéralisme : « si le paysan préfère cultiver le mil — inexportable et donc sans avenir — et non l'arachide, il faut le laisser faire, telle est la nature de l'économie : un travailleur libre dans un marché libre ». Il insiste également sur la co-responsabilité des gouvernements, qui ne sont pas seulement des pions manipulés par le F.M.I. ou la Banque mondiale. Le revenu des classes bureaucratiques, rappelle-t-il, est lié à l'impôt sur les exportations, d'une part et, d'autre part, à la ponction prélevée sur l'aide étrangère : pourquoi leurs bénéficiaires voudraient-ils changer de politique, réduire leurs sources de revenus et accroître le commerce des cultures vivrières ? Ils n'ignorent évidemment pas que développement de ce commerce ne leur rapporterait pratiquement rien, ni directement, ni même indirectement, puisqu'il ne sera pas soutenu par la coopération extérieure...

Jean-Luc Maurer appuie cette idée d'une co-responsabilité des gouvernements en citant l'exemple a contrario de l'Indonésie : c'est contre l'avis de la Banque mondiale, souligne-t-il, que les Indonésiens ont poursuivi, avec opiniâtreté, leur politique de riz à haut rendement. Il est vrai qu'ils n'ont pu se permettre une telle politique que grâce à la manne pétrolière qui a permis de financer une telle révolution agricole. Mais la même manne s'est également répandue dans des pays comparables (Mexique, Nigéria...), sans que les gouvernements de ces autres pays investissent en aucune façon dans le secteur vivrier. A Java, c'est

la totalité des subsides obtenus par le pétrole qui furent consacrés à l'obtention de l'auto-suffisance alimentaire : il s'agit bien d'un choix politique et non d'une contrainte économique.

Martin Verlet reprend les deux séries d'arguments :

— d'une part, il est évident que le F.M.I. possède sa propre logique, et qu'il poursuit ses propres objectifs — généralement avec succès, en particulier en ce qui concerne l'un d'entre eux, central : le maintien constant d'un remboursement de la dette, et la circulation du capital.

— d'autre part, ces politiques, certes, passent par le canal des Etats et de leur gouvernement (l'ajustement structurel contribue d'ailleurs au renforcement de l'appareil d'Etat). Mais il s'agit de rapports entre acteurs inégaux : l'Etat est devenu incapable de rien régler et se voit contraint de faire appel au F.M.I. Non seulement il n' a guère le choix, pressé qu'il est par des groupes financiers puissants, mais il y trouve en outre son compte puisque, sous le couvert des injonctions du F.M.I., chargé de tous les maux, il peut se permettre de faire avaliser des mesures politiques impopulaires, et à son seul usage.

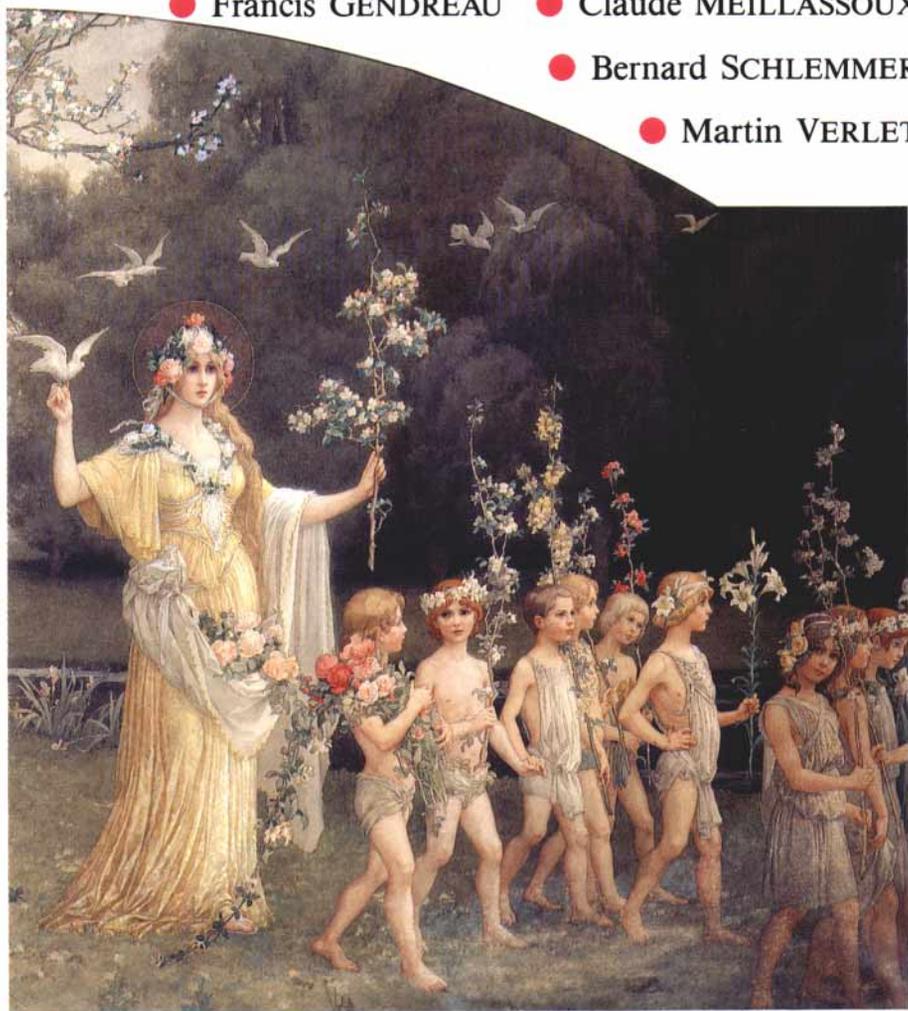
Il n'en est pas moins condamné à suivre les ukases que lui impose le Fond Monétaire International et à gérer tant bien que mal les coûts — souvent catastrophiques — que ceux-ci auront sur les secteurs qui relèvent de sa compétence, et que le F.M.I. ne prend nullement en charge (système éducatif, système de santé etc)...

Claude Meillassoux en tire pour leçon que la politique du F.M.I., sous les apparences d'une politique économique, cache en fait l'existence d'un choix délibéré en faveur d'une politique démographique malthusienne ; il invite à constater simplement (mais non sans ironie !) que les politiques d'ajustement structurel ne cherchent pas à faire baisser au même rythme toutes les dépenses effectuées par l'Etat : elles n'affectent guère les dépenses d'armement ou de défense militaire ; les premières visées ne sont-elles pas plutôt celles — « superflues », sans doute ? — consacrées au soutien à la production vivrière, aux soins de santé primaire, à l'éducation...?

Il est rejoint dans cette conclusion par Amrita Rangasami, constatant, au vu des politiques imposées, que « Malthus est invoqué non pour prévenir la famine, mais pour l'imposer ».

LES SPECTRES DE MALTHUS

● Francis GENDREAU ● Claude MEILLASSOUX
● Bernard SCHLEMMER
● Martin VERLET



CRSTOM

edj

CRÉD

Francis GENDREAU, Claude MEILLASSOUX
Bernard SCHLEMMER, Martin VERLET

LES SPECTRES DE MALTHUS

**Déséquilibres alimentaires
Déséquilibres démographiques**

Co-édition

EDI (Études et Documentation Internationales)

**ORSTOM (Institut Français de Recherche pour le
Développement en Coopération)**

**CEPED (Centre Français sur la Population et
le Développement)**

**EDI
29, rue Descartes
PARIS 1991**